

L'EVENEMENT

Gaza : le silence coupable de l'Église de France

La riposte israélienne sur la population civile de Gaza après l'attaque terroriste du 7 octobre 2023 par des groupes issus de la résistance palestinienne (dont le Hamas) a bouleversé beaucoup de consciences chrétiennes par son ampleur, son esprit de vengeance, son inhumanité.

Des courriers ont été adressés dès avril 2024 à des évêques et archevêques de plusieurs diocèses, ainsi qu'au Président de la Conférence épiscopale des évêques de France (CEF) avec trois interrogations :

- pour quelle raison l'Église n'exprime-t-elle pas sa position face au génocide perpétré par l'État d'Israël à Gaza ?
- quelle est aujourd'hui la signification du dialogue judéo-chrétien, alors que les autorités religieuses juives, dans leur majorité, apportent un soutien à l'agissement de l'État d'Israël ?
- pourquoi l'Église de France ignore-elle les appels des chrétiens palestiniens à travers le mouvement Kairos-Palestine ?

Ces interrogations sont nées de deux constats : le mot « génocide » et le mot « Palestinien » ne sont jamais prononcés dans les communiqués officiels des évêques de France. L'Église de France se tait face à une telle tragédie, alors qu'il ne s'agit pas d'une « guerre », mais d'un massacre dans un pays occupé illégalement. Ce pays est la Terre sainte, où résistent, à côté des musulmans, les descendants des premiers chrétiens. Comment comprendre cette position ?

Il est utile de rappeler qu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, à l'initiative de l'historien juif Jules Isaac, s'est tenue en 1947 la conférence de Seelisberg (Suisse) pour travailler au rapprochement de l'Église avec les juifs, pour combattre l'antisémitisme et promouvoir le dialogue interreligieux. Entre-temps, le plan de partage de la Palestine est discuté à l'ONU, avec des prises de position différentes dans le monde catholique : Paul Claudel y voit le retour des juifs dans leur patrie d'origine tandis que l'orientaliste chrétien Louis Massignon déclare que la Terre sainte ne peut appartenir exclusivement à Israël. En 1949, suite aux succès militaires israéliens, le nombre de réfugiés palestiniens est estimé à 850 000, mais la priorité de l'époque, aux yeux de l'Occident, est de donner une terre au peuple juif. Les Arabes vont payer la dette que les Européens avaient à l'égard des juifs. Ce qui interpelle dans l'attitude de l'Église d'alors est son ignorance de la réalité de la colonisation sioniste et l'acceptation de l'ordre occidental établi. L'un des traits spécifiques du fait colonial est l'invisibilisation des Arabes palestiniens, Théodor Herzl les qualifiait de « population non juive » alors qu'ils représentaient fin XIX[e] siècle 95 % de la population de Palestine, de même feront les Britanniques au moment de la Déclaration Balfour en 1917. On retrouvera cette même attitude dans l'Église, tant dans ses orientations pastorales d'avril 1973 que dans ses communiqués officiels depuis le 7 octobre 2023.

La Déclaration en 1965 sur les religions non chrétiennes, *Nostra Aetate*, lors du Concile Vatican II, reconnaît les racines communes du judaïsme et du christianisme et encourage un dialogue fraternel, mais ne se prononce pas sur la question de la permanence du judaïsme, ni sur la question de l'État d'Israël.

La Guerre de 1967 avec l'occupation israélienne de toute la Palestine bouleverse la donne. Les juifs occidentaux, dans leur majorité, marquent leur attachement à l'État d'Israël et aux territoires occupés. La même année est créée une commission Église-Judaïsme et parmi les points abordés figure celui de la signification de la Terre d'Israël : faut-il « *reconnaître l'existence de l'État d'Israël comme un mode d'existence du peuple juif ?* ». A ce stade, force est de constater

l'ambiguïté des mots prononcés, leur signification profonde. Que penser du mot « Israël » quand il est utilisé dans le christianisme ? Qu'en est-il du judaïsme, du sionisme ? Comment définir le peuple juif, son qualificatif de « peuple élu », au double plan politique et religieux. Dans ces échanges, le sionisme est un interlocuteur « absent » alors que c'est lui qui tire les ficelles des territoires occupés. La place de l'Islam est ignorée et la parole des Arabes palestiniens musulmans et chrétiens tout autant. L'idée de créer un organe mixte judéo-chrétien n'aboutit pas. Cet échec conduit en 1969 à la naissance du Comité épiscopal des relations avec le judaïsme (CERJ) qui aboutira en avril 1973 aux *Orientations pastorales, l'attitude des chrétiens à l'égard du judaïsme*, document qui reste toujours en vigueur.

Pour la première fois l'Église catholique aborde la question du rapport du juif à sa Terre. On retrouve dans ce document de l'épiscopat toujours l'invisibilisation du peuple palestinien, dans la continuité des écrits de Theodor Herzl et de la Déclaration Balfour. En 2009, un nouvel appel est adressé aux communautés chrétiennes et juives, appelé les « Douze points de Berlin » qui reprennent les conclusions de la Conférence de Seelisberg. Toutefois, de fortes ambiguïtés se font jour lorsqu'il s'agit d'évoquer la Palestine et l'affirmation des droits du peuple palestiniens. Le document évoque « *les chrétiens vivant dans l'État juif* », acceptation d'une société israélienne discriminatoire pour les non-juifs (en 2018, le parlement israélien modifie la loi fondamentale, ayant valeur de constitution, pour définir Israël comme « *l'État nation du peuple juif* »).

Un peuple nié dans ses droits

Aujourd'hui, la Palestine historique est l'objet d'une appropriation coloniale, justifiée par des considérations religieuses. Les Palestiniens qui en sont les habitants ancestraux ne sont pas reconnus dans les faits, tant au niveau du droit international que dans les instances officielles de l'Église et des institutions juives. Ainsi, le silence de l'Église conduit-il à se rendre complice d'un génocide et d'un nettoyage ethnique commis par l'État d'Israël.

Cette position trouve par exemple son expression dans les déclaration, dépourvues de toute retenue, de Mgr Etienne Vetö, évêque auxiliaire de Reims, accompagnateur des relations avec le judaïsme : « *Nous avons appris à reconnaître que le peuple juif est le peuple de Dieu... et que nous pouvons dire que oui, quoi qu'il fasse, et en tenant compte de ses difficultés, nous croyons que ce peuple est vraiment le peuple de Dieu. Le monde a besoin du peuple juif, l'Église a besoin du peuple juif et a besoin de dire tout le bien que ce peuple a apporté et apporte à l'humanité. Les nations du monde ont besoin de l'État d'Israël...* » (Déclaration destinée à la communauté juive de France, publiée le 1er octobre 2024, CEF 2024). Les seuls intervenants du dialogue judéo-chrétien sont actuellement le Consistoire incarné par le Grand rabbin de France (Haïm Korsia) qui n'hésitait pas à souhaiter que l'armée israélienne « finisse le travail » à Gaza et le CRIF à présent courroie de transmission de l'idéologie sioniste et du gouvernement israélien, fort mal placé pour représenter l'ensemble de la communauté juive.

Cette dérive du positionnement de l'Église a suscité de nombreuses critiques et réactions individuelles ou collectives. On peut citer celle d'un moine cistercien de l'Abbaye de Cîteaux s'adressant en avril 2024 à l'archevêque de Dijon : « *Quand cessera* "notre" *silence gêné ? Quand cessera «notre» complicité affligée ? quand cesserons-nous de pleurnicher après la paix sans réclamer la justice ? quand cesserons-nous de répéter des mensonges auxquels nous finissons par croire au lieu de dire la vérité ? quand cesserons-nous de dire «Israël a droit de se défendre» alors qu'il est l'occupant, le tortionnaire, le bourreau depuis 75 ans ? quand ouvrirons-nous les yeux pour voir que le Judaïsme qui est une religion honorable n'est pas la même chose que le sionisme qui est une idéologie mortifère, prédatrice, suprémaciste ?* ».

Plusieurs demandes de rencontre auprès de Mgr J.M. Aveline, Président de la Conférence des Évêques de France (CEF), exprimées ensemble par un diacre, un médecin urgentiste témoin de la situation à Gaza, une Franciscaine laïque, un militant de la cause palestinienne de tradition chrétienne n'ont suscité aucune réponse, ni même le moindre accusé de réception ; la même indifférence s'est manifestée à l'encontre d'un responsable de l'Union juive française pour la paix (UJFP) qui sollicitait une rencontre avec l'archevêque de Marseille.

Des chrétiens mobilisés

Cependant, collectivement, des responsables religieux se sont élevés au sein du collectif ANASTASIS. On peut citer également les mouvements chrétiens « Chrétiens de la Méditerranée », « Les Amis de SABEEL France », le « Forum pour la Justice en Palestine », le réseau Chrétiens contre le génocide (https://www.chretiens-contre-le-genocide.fr), Mais l'épiscopat de l'Église de France reste totalement hermétique à toute interpellation sur la situation en Palestine (une lettre ouverte adressée en août dernier à l'ensemble des évêques de France n'a suscité qu'une seule réponse, celle de l'évêque de Guyane !).

Les tentatives de sensibiliser les chrétiens pratiquants à la sortie de l'office dominical ne suscitent aucune suite alors que les prêtres et curés de paroisses devraient se sentir impliqués pour leurs orientations pastorales. Il a été demandé que soit prise en humanité, considération et décision l'appel des chrétiens de Palestine, largement diffusé par le document Kairos-Palestine n°2 le 14 novembre 2025 dans lequel ces derniers rappellent à l'unisson de leurs frère musulmans « *nous vivons en un temps de génocide, de nettoyage ethnique et de déplacements forcés, et cela se passe au vu et au su du monde entier* », affirmant leur foi en Dieu, leur amour pour leur patrie et l'importance de leur lutte pour l'humanité entière.

L'Église de France demeure toujours silencieuse. Même silence lorsqu'il est demandé aux Frères évêques de faire connaître le réseau « *Prêtres contre le Génocide* », initiative en provenance d'Italie, qui rassemble aujourd'hui plus de 2 600 prêtres et prélats des cinq continents, unis par le désir de conjuguer foi, justice et engagement pour une paix véritable. Seul message d'espoir, celui en provenance du cardinal franco-algérien, archevêque d'Alger, Jean-Paul Vesco, qui nomme les choses et déclare que ce qui se passe à Gaza, c'est la négation d'un peuple, « *cela s'appelle,* dit-il, *génocide* ». ❐ **Michel Marchand** - Réseau « Chrétiens contre le Génocide » (https://www.chretiens-contre-le-genocide.fr)

USA : Naïveté des évêques ?

À quelques jours des élections de mi-mandat américaines, une scène filmée dans le Bureau ovale suscite la polémique. Entouré d'une douzaine de membres du clergé catholique, Donald Trump participe à une prière dont les images sont ensuite diffusées publiquement par une conseillère de la Maison Blanche. Plusieurs évêques affirment n'avoir jamais autorisé cette publication et dénoncent une instrumentalisation de leur présence.

Selon Jeffrey Grob, archevêque de Milwaukee, la rencontre devait rester privée. Les participants pensaient pouvoir prier avec le président sans que leur présence soit interprétée comme un soutien à sa personne, à ses décisions ou à son parti. Après la diffusion de la vidéo, certains prélats ont exprimé leurs regrets et présenté leurs excuses.

Naïveté des évêques ou habileté de la communication trumpienne ? La question mérite d'être posée. Les prélats ont-ils sous-estimé la portée politique de leur présence dans le Bureau ovale ? Mais à l'approche d'une échéance électorale, une telle scène prend une tout autre dimension. Car l'image possède une force que les explications ne peuvent toujours corriger. Voir des évêques prier autour de Donald Trump peut suggérer une proximité entre le président et l'Église catholique, voire une forme de caution morale.

C'est là que réside l'habileté potentielle de la communication présidentielle. Il n'est pas nécessaire d'obtenir une déclaration de soutien explicite si une image peut en donner l'impression. La présence de responsables religieux devient alors un élément de communication susceptible de renforcer l'image du président auprès d'une partie de l'électorat chrétien. Le calendrier, à quelques jours des élections de mi-mandat du 3 novembre, rend cette interprétation particulièrement sensible. Les déclarations des évêques soulèvent des questions sérieuses sur les conditions de tournage, le consentement des participants et les intentions des organisateurs. Mais elles ne suffisent pas, à elles seules, à démontrer que la scène a été conçue dès le départ comme une opération électorale.

L'affaire pose également une question plus large : comment les responsables religieux peuvent-ils dialoguer avec le pouvoir sans risquer de devenir les figurants de sa communication ? Prier pour un dirigeant ne signifie pas approuver sa politique. Pourtant, une fois filmée, cadrée et diffusée, cette prière peut acquérir une signification que ses participants n'avaient pas souhaitée.

Les évêques ont peut-être fait preuve de naïveté en ne mesurant pas suffisamment les enjeux de leur présence. Les communicants de la Maison Blanche, eux, connaissent nécessairement le pouvoir des images, même si leur intention précise dans cette affaire reste à établir. Dans cette confrontation entre autorité religieuse et communication politique, la question n'est pas seulement de savoir si les évêques ont été manipulés, mais aussi pourquoi ils n'ont pas anticipé qu'ils pourraient l'être. ❐ **P. D.-C.**